

La montée du nazisme - Exercice de critique

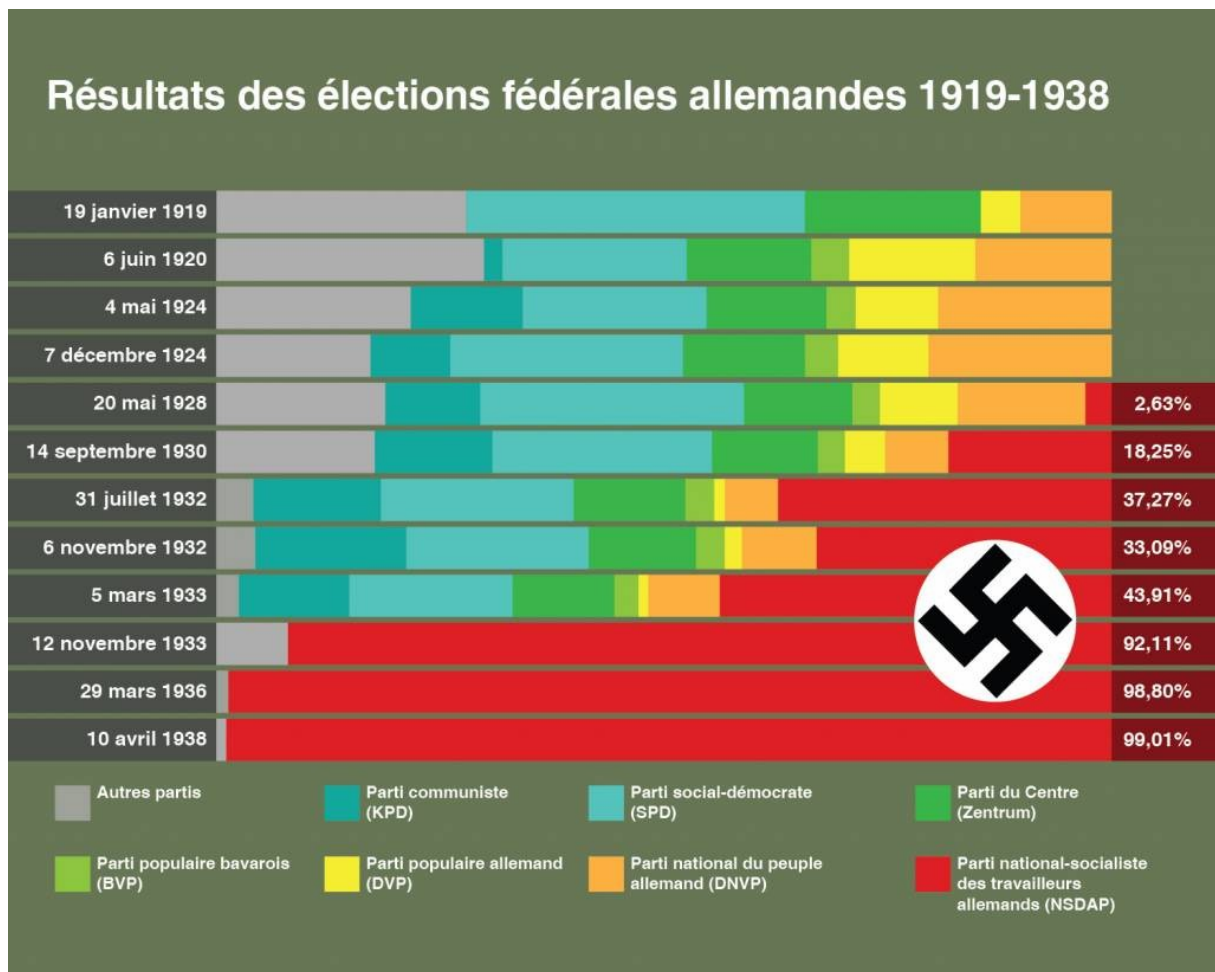
Question

« Kamarade, l'heure est grave. Nous sommes en 1932 et les partisans du parti nazi, le NSDAP, et de son chef, Adolf Hitler, sont aux portes du pouvoir. L'heure est à la résistance mais aussi à la réflexion. Comment en est-on arrivé là ? **Quels sont les événements extérieurs et les ressources qui, à l'intérieur de l'Allemagne, ont permis aux nazis d'arriver au pouvoir ?** »

Chronologie

- République de Weimar (1919-1932), 1^{er} scrutin proportionnel, 1^{er} scrutin où les femmes ont le droit de voter.
- Création en 1919 du *Deutsche Arbeiterpartei* (DAP).
- -Rédaction en 1920 du programme du Parti national-socialiste des travailleurs allemands (*Nationalsozialistische Deutsche Arbeiterpartei* ou Parti nazi).
- 1921 : Hitler à la tête du DAP. Création de la milice des SA (*Sturmabteilungen* ou Sections d'assaut) en réunissant d'anciens combattants.
- 1923 : des membres du Parti nazi tentent en vain de renverser par la force le gouvernement bavarois lors d'un coup d'État (« Putsch de la Brasserie »). Hitler est condamné à une courte peine de prison où il écrit son manifeste politique, *Mein Kampf* (« Mon combat »).
- Hitler est libéré de prison en 1925. Fondation de la milice de la SS (*Schutzstaffel* ou Escadron de protection).
- 1929 : Krach de Wall Street.
- En 1932, 1^{er} tour de la deuxième et dernière élection présidentielle de la République de Weimar. Les cinq candidats sont : le maréchal et président Paul Von Hindenburg (indépendant), qui remporte 49,6% des voix ; Adolf Hitler (NSDAP) qui gagne 30,2% des voix ; Ernst Thälmann (Parti KPD-communiste) 13,2% ; Theodor Düsternberg (Stahlhelm, Bund der Frontsoldaten, extrême droite) 6,8% et Gustav A. Winter (Inflationsgeschädigte) qui remporte 0,3%.
- Au second tour de l'élection présidentielle, Hindenburg est réélu avec 53,1% des voix. Adolf Hitler remporte 36,7% des voix et Ernst Thälmann 10,1%.
- Toujours en 1932, la Conférence de Lausanne où se réunissent des représentants du Royaume-Uni, de l'Allemagne et de la France, suspend le paiement, imposé par le traité de Versailles, de réparations liées à la Première Guerre mondiale. À cette époque, l'Allemagne a remboursé un huitième des réparations.

- 31 juillet **1932**, élection législative fédérale : le Parti nazi devient la première force politique en Allemagne en remportant 37,4% des voix, soit 230 sièges au Parlement. Les partis antirépublicains ont désormais la majorité au Reichstag (parlement allemand).
- 30 janvier **1933**, Adolf Hitler est chancelier de la République allemande. Seuls trois ministres sont membres du Parti nazi : Adolf Hitler, Wilhelm Frick (ministre de l'Intérieur) et Hermann Göring (ministre, commissaire du Reich pour le ministère prussien de l'Intérieur et commissaire du Reich pour l'aviation).



Consigne

Attention : dans cet exercice, **il ne faut pas répondre à la question**, le but est de voir quel est le degré de fiabilité des documents qui vous sont présentés et de déterminer lesquels pourraient être utilisés pour répondre à la question.

Sans prétendre faire une analyse complète des évènements qui touchèrent nos régions à ce moment-là, soumetts le dossier documentaire ci-joint à la critique.

1. Détermine et justifie la pertinence ou la non pertinence des documents. (autrement dit, analyse chaque document pour voir s'il peut t'aider à répondre à la question. Est-ce que le lieu, le temps et le thème sont respectés ?)
2. Ensuite, énonce et justifie les raisons de te fier et/ou de te méfier de ces documents (fiabilité). Autrement dit, pour chaque document, trouve au moins une raison qui montre qu'on peut avoir confiance (ou non) en ce qui est décrit ou pas. Attention, dans certains cas tu peux trouver simultanément une (des) raison(s) de te fier et une (des) raison(s) de te méfier.
3. Tant pour la pertinence que pour la fiabilité, justifie clairement tes réponses à l'aide :
 - des éléments précis tirés du dossier documentaire,
 - des liens éventuels entre les documents,
 - de tes connaissances.

Remarque importante : si un document n'est pas pertinent, il ne faut pas en faire la critique de fiabilité.

Critères d'évaluation

- | | |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------|
| 1. Analyse de la documentation : pertinence | 30 points |
| 2. Critique de la documentation : fiabilité | 45 points |
| 3. Profondeur : mobilisation des contenus des documents ; liens entre les contenus de plusieurs documents et/ou entre les contenus des documents et tes connaissances | 20 points |
| 4. Langue et soin | 5 points |
| TOTAL | 100 points |

Contexte : La faillite de la république allemande de Weimar (1919-1933)¹

En novembre 1918, une révolution oblige l'empereur allemand Guillaume II à abdiquer. Les socialistes, qui accèdent au pouvoir, refusent les solutions communistes, et se prononcent en faveur d'une république parlementaire. Le nouveau gouvernement connaît de 1918 à 1924 des débuts difficiles. Dans l'Allemagne vaincue, humiliée par le traité de Versailles, assaillie par les difficultés économiques et la crise financière, les troubles sont permanents et menacent la république.

Les nationalistes rendent les républicains responsables de la défaite ; ils rencontrent des sympathies parmi les officiers restés monarchistes. Le parti communiste refuse la république « bourgeoise » et mène une violente agitation allant jusqu'à l'insurrection. La dureté de la répression engendre un profond ressentiment contre la république dans une partie de la classe ouvrière.

Les difficultés s'aggravent en 1923. L'occupation de la Ruhr par l'armée française provoque la paralysie de l'économie ; la monnaie s'effondre, plongeant le peuple allemand dans la misère, ruinant les épargnants. Les troubles s'étendent et contraignent le gouvernement à donner pleins pouvoirs à l'armée. Ainsi, les difficultés de 1923 renforcent le rôle et le prestige de l'armée et détournent de la république les classes moyennes frappées par l'inflation. De 1924 à 1929, la prospérité économique accorde au régime quelques années de calme ; mais le régime républicain, de plus en plus dominé par les conservateurs, reste faible.

La crise, en 1929, frappe l'Allemagne plus que tout autre pays européen. Le gouvernement allemand est incapable d'y faire face et de maintenir l'ordre. Le parti communiste accroît son influence ; la bourgeoisie craint la révolution. Mais c'est le parti national-socialiste, ou « nazi », qui tire avantage de la crise ; elle lui fournit des troupes qu'il recrute chez les chômeurs, des suffrages aux élections, surtout ceux de la petite bourgeoisie, des appuis financiers parmi les grands industriels qui voient en lui un rempart contre le communisme. Utilisant à la fois la violence et la propagande qui exalte le nationalisme et multiplie les promesses, jouant sur la peur et le désespoir, les nazis s'assurent aux élections de 1932 plus du tiers des voix. Face à la gauche divisée entre communistes et socialistes, ils apparaissent comme la seule force politique réelle. Le 31 janvier 1933, la direction du gouvernement est confiée à Hitler. Conservateurs, représentants de l'armée et de l'industrie sont à ses côtés. Ils n'y resteront pas longtemps. Bientôt Hitler sera seul maître de l'Allemagne.

1 D. FRANÇOIS, J. FRANÇOIS et R. HAUREZ, *L'époque contemporaine*, Paris-Montréal, 1971, p. 210.

Document 1 : Le traité de Versailles (1919), extraits et résumés de quelques articles essentiels.

Article 51 : Les territoires cédés à l'Allemagne, en vertu des Préliminaires de Paix signés à Versailles le 26 février 1871 et du Traité de Francfort du 10 mai 1871, sont réintégrés dans la souveraineté française [...].

Articles 80, 81, 87 : L'Allemagne reconnaît l'indépendance et les frontières de l'Autriche, de la Tchécoslovaquie et de la Pologne.

Article 119 : L'Allemagne renonce à ses droits sur ses possessions d'outre-mer.

Article 160 : L'armée allemande ne pourra dépasser 100 000 hommes.

Article 171 : La fabrication de tanks est interdite.

Article 173 : Tout service militaire est aboli.

Article 198 : Les forces militaires ne pourront comprendre aucune aviation.

Article 231 : Les Gouvernements alliés et associés déclarent et l'Allemagne reconnaît que l'Allemagne et ses alliés sont responsables, pour les avoir causés, de toutes les pertes et de tous les dommages subis par les Gouvernements alliés et associés et leurs nationaux en conséquence de la guerre qui leur a été imposée par l'agression de l'Allemagne et de ses alliés.

Article 232 : Les gouvernements alliés exigent [...] et l'Allemagne en prend l'engagement, que soient réparés tous les dommages causés à la population civile des alliés et à ses biens.

Article 428 : À titre de garantie [...] les territoires allemands situés à l'ouest du Rhin seront occupés par les troupes des puissances alliées pendant une période de quinze années.

Le traité de Versailles détermine les sanctions prises par les pays victorieux à l'encontre de l'Allemagne et de ses alliés. Celle-ci, qui n'est pas représentée à la conférence, est contrainte sous la menace d'une invasion de l'armée française de le signer. Il sera qualifié de *Diktat* par l'opinion publique allemande et ne sera pas signé par le sénat américain. Les réparations dues par l'Allemagne s'élevèrent à 132 milliards de marks-or, cette somme en or représentait plus du double de la totalité du métal extrait depuis 1492.

Sources :

Histoire-Géographie 3e, Paris, 1999, p. 31 (Collection *Planétaires*).

S.-S. LAMBIN, *Histoire-Géographie, initiation économique*, Paris, 1995, p. 30.

Document 2 - Programme politique, 25-Punkte-Programm, du Parti ouvrier allemand (DAP), tel qu'il a été proclamé le 24 février 1920 à Munich par Adolf Hitler

[...]

1. Nous exigeons la constitution d'une Grande Allemagne, réunissant tous les Allemands sur la base du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

2. Nous exigeons l'égalité des droits du peuple allemand au regard des autres nations, l'abrogation des traités de Versailles [...].

3. Nous exigeons de la terre et des colonies pour nourrir notre peuple et résorber notre surpopulation.

4. Seuls les citoyens bénéficient des droits civiques. Pour être citoyen, il faut être de sang allemand, la confession importe peu. Aucun Juif ne peut donc être citoyen.

5. Les non-citoyens ne peuvent vivre en Allemagne que comme hôtes, et doivent se soumettre à la juridiction sur les étrangers.

6. Le droit de fixer la direction et les lois de l'État est réservé aux seuls citoyens. Nous demandons donc que toute fonction publique, [...], ne puisse être tenue par des non citoyens. Nous combattons la pratique parlementaire, génératrice de corruption, d'attribution des postes par relations de parti sans se soucier du caractère et des capacités.

7. Nous exigeons que l'État s'engage à procurer à tous les citoyens des moyens d'existence. Si le pays ne peut nourrir toute la population, les non-citoyens devront être expulsés du Reich.

8. Il faut empêcher toute nouvelle immigration de non-Allemands. [...]

9. Tous les citoyens ont les mêmes droits et les mêmes devoirs.

10. Le premier devoir de tout citoyen est de travailler, physiquement ou intellectuellement. [...]

13. Nous exigeons la nationalisation de toutes les entreprises appartenant aujourd'hui à des trusts. [...]

15. Nous exigeons une augmentation substantielle des pensions des retraités. [...]

18. Nous exigeons une lutte sans merci contre ceux qui, par leurs activités, nuisent à l'intérêt public. Criminels de droit commun, trafiquants, usuriers, etc. doivent être punis de mort, sans considération de confession ou de race.

19. Nous exigeons qu'un droit public allemand soit substitué au droit romain, serviteur d'une conception matérialiste du monde.

20. [...] Les programmes de tous les établissements d'enseignement doivent être adaptés aux exigences de la vie pratique. L'esprit national doit être inculqué à l'école dès l'âge de raison (cours

d'instruction civique). Nous demandons que l'État couvre les frais de l'instruction supérieure des enfants particulièrement doués de parents pauvres, quelle que soit la classe sociale ou la profession de ceux-ci.

21. L'État doit se préoccuper d'améliorer la santé publique par la protection de la mère et de l'enfant, l'interdiction du travail de l'enfant, l'introduction de moyens propres à développer les aptitudes physiques par l'obligation légale de pratiquer le sport et la gymnastique, et par un puissant soutien à toutes les associations s'occupant de l'éducation physique de la jeunesse. [...]

24. Nous exigeons la liberté au sein de l'État de toutes les confessions religieuses, dans la mesure où elles ne mettent pas en danger son existence ou n'offensent pas le sentiment moral de la race germanique. [...]

25. Pour mener tout cela à bien, nous demandons la création d'un pouvoir central puissant, l'autorité absolue du parlement politique central sur l'ensemble du Reich et de ses organisations, ainsi que la création de Chambres professionnelles et de bureaux municipaux chargés de la réalisation, dans les différents Länder, des lois-cadre promulguées par le Reich.

Les dirigeants du Parti promettent de tout mettre en œuvre pour la réalisation des points ci-dessus énumérés, en sacrifiant leur propre vie si besoin. »

L'auteur du programme n'est pas connu avec certitude. On considère généralement qu'Anton Drexler, fondateur du DAP, en est l'auteur principal et que Hitler n'est intervenu que sur la forme.

Document 3 – Albert Speer, enseignant en architecture, et des étudiants et professeurs de l'université et de la Haute Ecole technique de Berlin assistent à un discours en 1930

« Hitler apparut, follement acclamé par ses partisans, nombreux chez les étudiants [...]. Déjà cet enthousiasme fit sur moi grande impression. [...] il s'efforça de mettre un terme aux ovations qui ne finissaient pas. Puis il commença d'une voie basse, hésitante, presque timide, non pas un discours, mais une sorte d'exposé historique et il y avait dans cette manière de procéder quelque chose qui me captiva. [...] La timidité que Hitler avait montrée au début disparut bientôt. Par instants, sa voix montait maintenant d'un ton et il parlait avec une énergie qui emportait la conviction (p. 28). [...] Par moments, on avait l'impression trompeuse que l'unanimité était totale.

Il me sembla qu'il y avait là un espoir, qu'il y avait là de nouveaux idéaux [...]. Hitler nous avait convaincus qu'on pouvait écarter le danger du communisme [...]. On pouvait même [...] mettre fin à ce chômage désespérant pour promouvoir un renouveau économique. Les allusions qu'il fit au problème juif restèrent marginales. [...] Je n'étais d'ailleurs pas antisémite et avais comme presque chacun d'entre nous des amis juifs [...]. Dans les jours qui suivirent, au mois de janvier 1931, je m'inscrivis au parti et devint membre du NSDAP [...] (p. 30). Après tout il (= Hitler) était non seulement le chancelier mais aussi l'homme qui avait revigoré l'Allemagne, procurait du travail aux chômeurs et lançait de grands programmes économiques [...] (p. 44). Attiré et enflammé par Hitler, qui me tenait sous son emprise, j'étais possédé par le travail. [...] Au cours des 20 années passées à la prison de Spandau, je me suis souvent demandé ce que j'aurais fait si j'avais su quel était le vrai visage de Hitler. [...] J'ai dû avoir le sentiment que je n'étais pas personnellement concerné par la chasse aux Juifs, aux francs-maçons, aux sociaux-démocrates et aux témoins de Jéhovah, dont j'entendais parler dans mon entourage [...]. »

A. SPEER, *Au cœur du troisième Reich*, Montrouge, 1971.

Albert Speer (1905- 1981), architecte allemand, ministre de l'Armement et des Munitions du Troisième Reich et proche de Hitler. Incarcéré en 1945 à Nuremberg, Albert Speer fut inculpé pour participation à un complot, crimes contre la paix, crimes de guerre et crimes contre l'humanité et reconnu coupable de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité. Il fut condamné en 1946 à 20 ans de prison, et ce malgré sa très forte implication dans la Shoah.

Document 4

« Le 14 septembre 1930, 6 millions et demi d'électeurs allemands ont apporté leurs voix au NSDAP. Ils nous ont fait confiance, dans l'espoir que les 107 représentants de notre parti au Reichstag engageront un combat actif contre cette inique redevance (= indemnité de réparation fixée pour les réparations des dommages de la guerre 14-18), cause de la misère du peuple allemand et de ses masses laborieuses. Or, contre toute légalité et toute justice, le Système a exclu le NSDAP du pouvoir. Au mépris des instances parlementaires exigées par la Constitution et sans la justification d'un état d'urgence, le Cabinet Brüning a pris des mesures d'ordre économique, sociale et politique, en se basant sur l'article 48 de la Constitution de Weimar (NB : cet article autorise

le gouvernement à utiliser l'armée pour faire respecter la Constitution mais aussi à suspendre les droits fondamentaux). Ce faisant, le Cabinet s'est rendu coupable d'une violation caractérisée de la Constitution. Et il a couronné ses agissements illégaux en faisant voter, - s'appuyant sur les partis défaitistes et passant outre à l'opposition, - une modification anticonstitutionnelle des règlements. Ce coup de main tourne en dérision les principes jurés jadis avec tant de zèle et rend impossible au sein du Reichstag une opposition constructive mise au service de la nation tout entière.

La fraction national-socialiste au Reichstag a exprimé hier, par son abstention lors du vote sur cette nouvelle violation de la Constitution, qu'elle ne prêtera la main en aucun cas, [...] à une violation aussi flagrante de la Loi et de la Justice. »

Déclaration du NSDAP au Reichstag ; dans W. HOFFER, *Le National-socialisme par les textes*, Paris, 1963, p. 28-29.

Document 5

« Un mécontentement déprimant s'empara de moi après que j'eus reconnu le vide intérieur de cet État et l'impossibilité de le sauver ; mais, en même temps, je pressentais avec certitude que tout ce qu'il ferait, ce serait le malheur du peuple allemand. Le conglomerat de races que montrait la capitale de la monarchie, tout ce mélange ethnique de Tchèques, de Polonais, de Hongrois, de Ruthènes, de Serbes et de Croates, etc., me paraissait répugnant sans oublier le bacille dissolvant de l'humanité, des Juifs et encore des Juifs [...]. Plus je vivais en cette ville [= Vienne], plus ma haine devenait vive contre ce mélange de peuples étrangers qui commençait à entamer ce vieux centre de culture allemande.

L'idée qu'on dût prolonger les jours de cet État me paraissait franchement ridicule. L'Autriche, à cette époque, était comme une vieille mosaïque dont le ciment qui tient les pièces ensemble est devenu vieux et fragile ; aussi longtemps qu'on ne touche pas à ce chef-d'œuvre, il vous leurre encore d'un semblant d'existence ; mais sitôt qu'on lui porte un coup, il se brise en mille morceaux. Il ne s'agissait plus que du moment où le coup serait porté. L'heure de la dissolution de cet État me paraissait toujours le début de la libération de la race allemande. »

A. HITLER, *Mein Kampf*, Nouvelles éditions latines, 1924 (réédition 1980).

Adolf Hitler : Homme d'État allemand, (1889 en Autriche-Hongrie - 1945). Allemand depuis 1932. Fondateur du nazisme, il devient chancelier d'Allemagne en 1933 et instaure une dictature totalitaire, impérialiste, antisémite et raciste désignée sous le nom de « Troisième Reich » dont il est le Führer.

Document 6

« Comme dans tout système démocratique, nous avons bénéficié des méthodes démocratiques au temps où nous étions dans l'opposition. Mais nous, nationaux-socialistes, n'avons jamais prétendu être des représentants d'un point de vue démocratique. Bien au contraire, nous avons souvent expliqué que nous utilisions les moyens démocratiques dans le seul but d'arriver au pouvoir et qu'ensuite nous priverions sans pitié nos adversaires de tous les moyens à nous accorder au temps de l'opposition. Nous pouvons malgré tout affirmer que notre gouvernement est conforme aux lois d'une démocratie ennoblie.

Déclaration du NSDAP au Reichstag, dans W. HOFFER, *Le National-socialisme par les textes*, Paris, 1963, p. 28-29.

Document 7

L'ALLEMAGNE AU LENDEMAIN DE VERSAILLES

Après l'écrasement des révolutions socialistes, un régime républicain s'était constitué à Weimar, en Allemagne de l'Ouest, avec une constitution fédérale : le nouveau Reich allemand était formé de 17 régions (les *Länder*). Les régions désignaient les représentants à l'assemblée fédérale, le Reichsrat qui avait peu de pouvoirs. Un Président était élu pour sept ans au suffrage universel. Il nommait le chancelier, chef du gouvernement, et pouvait dissoudre l'assemblée législative, ou Reichstag, élue pour quatre ans au suffrage universel. Le régime de Weimar avait peu d'autorité. Il avait approuvé la paix de Versailles, contestée en Allemagne à la fois par la gauche socialiste (au nom du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes) et par la droite nationaliste. Cette droite s'appuyait sur l'armée, amoindrie par Versailles, mais dont le commandement restait en place. Les anciens militaires constituaient les cadres du parti nationaliste. Ils assassinaient les « traîtres »

socialistes ou libéraux accusés de faiblesse envers les Alliés : Erzberger, chef républicain, fut assassiné en 1921, le ministre Rathenau en 1922. La deuxième force nationaliste était l'industrie de la Ruhr, dont les chefs appelés « barons » constituaient un syndicat tout puissant, le « Herren Klübe » (club des barons). Les chefs de l'industrie méprisaient l'État de Weimar, faisaient et défaisaient les gouvernements, subventionnaient les organisations nationalistes par haine du socialisme et du communisme. La situation économique de l'après-guerre devait renforcer la position des nationalistes, la puissance des industriels de l'ouest, et affaiblir constamment les positions du parlementarisme de Weimar : l'inflation « orchestrée » par les barons de la Ruhr pour échapper aux réparations aboutit à une véritable banqueroute de l'État allemand en 1922. L'occupation de la Ruhr par les Français accrut encore le désordre. Mais la crise monétaire renforçait la puissance des grands industriels, à qui l'effondrement des prix allemands assurait de larges débouchés à l'étranger. Dans la ruine générale de l'État, l'industrie se concentrait et se modernisait. Un formidable groupe financier et industriel se constituait autour de Hugo Stinnes. Cependant le docteur Schacht stabilisait le mark, redevenu une monnaie valable et la production industrielle dépassait d'un tiers en 1928 celle de 1913.

Elle avait des côtés rassurants : la réussite de la reconstruction économique avait amélioré le niveau de vie et fait disparaître les mouvements sociaux. Depuis 1925 l'Allemagne de Stresemann avait signé avec l'Occident les accords de Locarno qui reconnaissaient à l'ouest les frontières de Versailles. Les crédits et les investissements américains semblaient garantir l'avenir. Le problème de la monnaie et des réparations était réglé. Mais l'Allemagne de 1929 inquiétait aussi les observateurs étrangers. L'élection d'Hindenburg, vieux Maréchal de la guerre, à la Présidence en 1925 semblait symboliser le retour au pouvoir de la Prusse militariste et réactionnaire. L'armée allemande se reconstituait clandestinement. Les Ligues d'anciens combattants étaient nombreuses, bien organisées ; elles exerçaient une influence politique.

P. MIQUEL, *Connaissance du monde contemporain*, Paris, 1970, p. 118-119.

Pierre Miquel (1930-2007) est un historien et romancier français, il passe une agrégation d'histoire, diplômé en philosophie et titulaire d'un doctorat *ès lettres*. Il fut professeur de lycées, maître de conférences à Sciences Po (1960-1970), maître-assistant à l'université de Nanterre (1964-1970), puis maître de

conférences à l'université de Lyon (1970-1971), et enfin professeur à Paris-Sorbonne. Il a reçu de nombreuses distinctions pour son travail (il était notamment commandeur de l'ordre national du Mérite, commandeur des Arts et des Lettres, chevalier des Palmes académiques, officier de la Légion d'honneur).

Document 8 : 1929, la crise et ses conséquences en Allemagne

« La tempête économique s'était abattue sur l'Allemagne. Les banques américaines, qui avaient à faire face à des engagements financiers de plus en plus lourds aux Etats-Unis, se refusaient à augmenter encore le montant des prêts imprudemment consentis à l'Allemagne dans un passé récent. Pareille attitude provoqua la fermeture et la ruine brutale d'un grand nombre d'usines et d'entreprises allemandes du sort desquelles dépendait le relèvement pacifique du pays. Le nombre des travailleurs en chômage atteignit 2.300.000 pendant l'hiver 1930. »

W. S. CHURCHILL, *Mémoires. Tome 1. L'orage approche. D'une guerre à l'autre*, Paris, 1948, p. 62 (cité par M. CHAULANGES, *Textes historiques, 1914-1945*, s.l., 1979, p. 103-104)

Sir Winston Churchill (1874-1965) un homme d'État britannique. Premier ministre du Royaume-Uni durant la Seconde Guerre mondiale et de 1951 à 1955, prix Nobel de littérature.

Document 9 : Le mouvement national-socialiste en 1932

« Le parti national-socialiste n'est ni bourgeois, ni prolétarien ; on y trouve, autour d'un noyau de fanatiques, une masse d'hésitants, de désespérés, de jeunes ambitieux, de prolétaires intellectuels, d'anciens bourgeois qui ne veulent pas aller au communisme. C'est le parti refuge d'anciens combattants ayant inutilement lutté, d'anciens membres de corps francs, épris de discipline et d'uniformes ; de « diplômés » déclassés, sans place et sans avenir ; de fonctionnaires déçus par le régime ; de bourgeois victimes de l'inflation ; de petits commerçants menacés par les grandes entreprises ; de paysans frappés par la baisse des prix agricoles, d'ouvriers las du syndicalisme, d'employés en chômage. A toutes ces catégories disparates, le national-socialisme offrait un programme hétéroclite, pratique et alléchant ; aux petits exploitants, la lutte contre la grande propriété ; aux ouvriers, du travail et le maintien des salaires ; aux employés, l'arrêt de la rationalisation ; aux commerçants, la limitation de la concurrence ; aux débiteurs, « l'abolition de l'esclavage des intérêts » ; à tous, l'opposition à l'ingérence étrangère, la rénovation de l'État allemand, la vie

« dans l'honneur », la primauté racique et la lutte contre les Juifs. Alliant dans ce programme démagogique la double tradition allemande : autoritaire et anti-libérale d'une part, romantique et mystique d'autre part, le national-socialisme était assuré de trouver une clientèle nombreuse. »

P. BENAERTS, *L'unité allemande 1806-1938*, Paris, 1939, p. 177.

Pierre Benaerts (1897-1982), docteur *es lettres* (1933). Agrégé d'histoire. Économiste.

Notices et biographies

SA : *Sturmabteilung* (Section d'assaut), est une organisation paramilitaire du NSDAP. La SA joua un rôle important dans l'accès au pouvoir d'Adolf Hitler. À partir de 1934, et après l'élimination de ses principaux dirigeants durant la nuit des Longs Couteaux, la SA ne joue plus aucun rôle politique.

Philipp Heinrich Scheidemann : homme d'État allemand, membre du SPD (= Parti social-démocrate), 1865-1939. Deuxième chancelier de la république de Weimar après Friedrich Ebert. Pendant la Première Guerre mondiale, Scheidemann, avec Ebert, appartient à la majorité du parti qui soutiennent le gouvernement impérial. Après l'éclatement de la révolution de novembre, il proclame le 9 novembre 1918 la « République allemande » pour devancer la proclamation d'une république socialiste par Karl Liebknecht. De novembre 1918 à janvier 1919, Scheidemann siège au Conseil des commissaires du peuple présidé par Ebert, qui réprime l'insurrection spartakiste. En 1919, il devient le premier chancelier du Reich républicain. Il dirige un gouvernement de coalition formée du SPD, du *Zentrum* et du Parti démocrate allemand (Deutsche Demokratische Partei, DDP), la « coalition de Weimar ». Mais il quitte ses fonctions, car il juge le traité de Versailles inacceptable et refuse de le signer. Il s'exile en 1933, à l'arrivée au pouvoir d'Adolf Hitler.

SS : La *Schutzstaffel* (Escadron de protection) est la principale organisation du régime nazi. Fondée en 1925, elle est initialement chargée de la protection rapprochée d'Adolf Hitler. Par la suite, elle englobera toutes les polices d'Allemagne, assurera la répression dans les pays occupés et développera la politique raciale des nazis au travers du *Lebensborn* (promotion de la naissance d'enfants « nordiques ») et l'extermination des Juifs d'Europe, que cela soit lors des opérations mobiles de tuerie ou par la mise en place des camps d'extermination. Il existe une branche armée : la *Waffen-SS*. Par l'exploitation des prisonniers des camps de concentration et d'extermination, la SS devient également un empire économique. Elle est dirigée par Heinrich Himmler de 1929 à 1945.

Gustav Stresemann (1878-1929) Homme politique allemand, député national libéral (parti des industriels de l'ouest) depuis 1907. Chancelier du Reich en 1923 il négocia, comme Ministre des Affaires étrangères, le règlement de la question des réparations. Il fit entrer son pays à la Société des Nations (ancêtre de l'ONU, 1926). Il signe, en 1928 le pacte Briand Kellog pour un désarmement réciproque. Partisan d'une politique européenne.

Paul von Hindenburg : (1847-1934), chef du Grand État-Major de l'Armée allemande en 1916. Il assumera la position de dirigeant l'Allemagne sous la forme d'une dictature militaire. Grâce à son prestige militaire, il est élu président du Reich à l'issue du scrutin présidentiel d'avril 1925, puis réélu en 1932 pour un second septennat. Après sa mort en 1934, Hitler supprime la fonction de président du Reich et s'octroie tous les pouvoirs.

Weimar : la période allant de 1919 à 1933, en Allemagne, est appelée la « république de Weimar », car c'est dans cette ville qu'a été rédigée la constitution de la république et non à Berlin où le climat insurrectionnel empêchait l'Assemblée nationale constituante allemande de se réunir.